

# LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 21 NOVEMBRE 2017

## SOMMAIRE

- 1) Les grèves...
- 2) Elle se rapproche de ?
- 3) Un retour à l'équilibre
- 4) Débat au Sénat
- 5) Ils refusent de bosser pour MLP



Diez Gérard La Presse en Revue

## I) Les grèves de 1947, effacées de la mémoire nationale

*Chaque syndiqué a pour devoir :*

- 1° de lire la presse syndicale et particulièrement « **Le Peuple** », Organe Officiel de la C. G. T. ;
- 2° d'acquitter régulièrement chaque mois ses cotisations syndicales ;
- 3° d'assister obligatoirement à toutes les assemblées de son syndicat ;
- 4° professionnellement, d'être le meilleur, sur le chantier, à l'atelier, au bureau.

**“Le Peuple”**  
ORGANE OFFICIEL DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

Pour les abonnements, s'adresser :  
66, Rue Jean-Jacques Rousseau, Paris  
Compte Chèque Postal : Paris 79-19

CARTE CONFÉDÉRALE  
1947

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL  
BIEN-ÊTRE ET LIBERTÉ  
CGT

FÉDÉRATION FRANÇAISE  
DES TRAVAILLEURS DU LIVRE  
7, rue Jules-Breton, Paris-XIII<sup>e</sup>

C. C. P. Paris 194-46

N° 0042854

## Du 10 novembre au 9 décembre 1947, la France connaît le conflit ouvrier le plus sanglant depuis la Commune. L'historien Robert Mencherini tente, dans Guerre froide, grèves rouges, de comprendre l'amnésie face à ce mouvement.

Un mois de grève, du 10 novembre au 9 décembre ; des dizaines de morts ; un pays au bord de l'explosion, avec des accusations croisées de coup d'État imminent entre gaullistes, socialistes et communistes. Et pourtant un quasi-oubli, hormis dans quelques cercles militants. On a célébré les grèves de 1936, on s'apprête à célébrer celles de 1968, mais celles de l'automne 1947 restent absentes de la mémoire nationale, sans doute parce que trop clivantes. Saluons donc l'initiative des éditions Syllepse de rééditer, dans une version actualisée, Guerre froide, grèves rouges. Les grèves « insurrectionnelles » de 1947 de l'historien Robert Mencherini. Paru pour la première fois en 1998, ce livre reste la seule étude de fond sur les événements français de l'automne 1947. Une preuve de plus que ces derniers dérangent.

Mencherini est provençal, et spécialiste de l'histoire du mouvement ouvrier dans les Bouches-du-Rhône. La précision est importante. Car c'est à Marseille que commence le mouvement. L'étincelle ? L'arrestation de quatre militants communistes ayant refusé de payer leur ticket de tramway dans le cadre d'une campagne contre l'augmentation de son prix. Les poudres ? Les pénuries et les difficultés de ravitaillement. Trois ans après la Libération, elles affectent toute la France, mais sont particulièrement intenses à Marseille, comme elles l'avaient été sous l'Occupation. S'y ajoute un épisode politique local : aux élections municipales d'octobre 1947, le maire communiste de Marseille, Jean Cristofol, est battu de justesse par Michel Carlini, candidat du Rassemblement du peuple français (RPF), la formation que vient de créer le général de Gaulle. Carlini s'est appuyé sur les réseaux mafieux corses qui tiennent en partie la ville, et gangrènent son administration. À l'occasion d'une manifestation pour la libération des quatre cégétistes, Carlini est très vivement pris à partie. Puis la foule se dirige vers les bars interlopes du centre-ville, de notoriété publique liés au crime organisé, dans l'intention de les saccager. Les mafieux se défendent. Un jeune ouvrier communiste, Vincent Voulant, meurt sous leurs tirs. C'est la première victime de ce long conflit, le plus sanglant qu'ait connu la France depuis la Commune.

Lors des obsèques de Voulant, le 14 novembre, les trois quarts des salariés marseillais sont en grève. Quelques jours plus tard, le mouvement s'étend aux mines du Pas-de-Calais. Puis aux métallurgistes parisiens, au bâtiment, aux cheminots. Les instituteurs du département de la Seine, fait sans précédent dans une profession habituée à respecter la continuité du service, entrent en grève illimitée. Les écoles sont fermées, et le métro s'interrompt parfois du fait des arrêts de travail dans les centrales électriques. L'ambiance dans les usines en grève est des plus tendue. « On se méfie des provocateurs, on a reçu de telles leçons depuis juin 36. J'ai toujours été accompagné d'un responsable à brassard, et plus de dix fois on nous a demandé nos papiers, on a vérifié "l'ordre de mission". Méfiance également

à l'égard des possibilités, des hasards, de l'éventuelle bataille », écrit le journaliste et écrivain Roger Vailland dans un reportage (Action, 26 novembre 1947) sur la citadelle ouvrière de Boulogne-Billancourt. Le président du Conseil, le socialiste Paul Ramadier surnommé « Ramadier-la-vie-chère » par les grévistes qui placent l'amélioration du ravitaillement au cœur de leurs revendications, démissionne. De sociale, la crise devient politique.

Depuis la Libération, démocrates-chrétiens du Mouvement républicain populaire (MRP), socialistes de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) et communistes gouvernaient ensemble. Mais depuis mai, ces derniers ont été évincés du gouvernement. Léon Blum, l'homme du Front populaire, tente de succéder à Ramadier mais échoue à trouver une majorité à la Chambre. C'est finalement le MRP Robert Schuman, qui devient président du Conseil le 24 novembre. C'est la première fois depuis le départ du général de Gaulle du gouvernement en janvier 1946 que la présidence du Conseil échappe aux socialistes. Bref, le pays vire à droite.

La fin des grèves se fait plus violente encore. Et d'une violence souvent fratricide. Faut-il ou non reprendre le travail ? Au sein de la CGT, qui compte alors six millions de syndiqués, et mène le mouvement, les avis sont divergents. La majorité, philocommuniste, défend la poursuite de la lutte. La minorité, regroupée dans la tendance Force ouvrière, appelle à compter du 26 novembre à la reprise du travail. On en vient aux insultes, aux mains, entre travailleurs. Et la police, qui use pour la première fois de gaz lacrymogènes, combat les manifestations ouvrières avec un mélange de violence et de maladresse.

Mal équipés de casques qui ne protègent pas la nuque et de vareuses étroites, gendarmes et CRS distribuent les coups de crosse. Les blessés se comptent par dizaines parmi les manifestants, et parfois les morts, comme à Valence le 3 décembre, lorsque les forces de l'ordre, dépassées par une manifestation visant à occuper la gare, usent de leurs armes à feu. La nuit précédente, le Paris-Tourcoing a déraillé à la suite d'un sabotage des voies ferrées, faisant 16 morts.

### Grèves « insurrectionnelles » ?

Qui en est responsable ? Pour L'Humanité, ce sont les hommes du « plan bleu », inlassablement dénoncé depuis le départ du PCF du gouvernement, à savoir une réputée alliance des gaullistes et d'anciens fascistes visant à renverser la République. Pour Le Populaire, organe de la SFIO, le déraillement est un acte de sabotage perpétré par les communistes.

Il semble que tel ait bien été le cas, les cheminots grévistes ayant voulu, sur la foi de mauvaises informations, faire dérailler un train qu'ils croyaient transporter des renforts de CRS venant réprimer la grève des houillères. Trois ans après l'Occupation, la culture du déraillement et du sabotage est toujours présente parmi les cheminots.

Pourtant, le travail reprend, à l'appel de la CGT le 9 décembre. Le syndicat fait mine d'avoir obtenu gain de cause. Les avancées sont en réalité minimales : une prime mensuelle de 1 500 francs à tous les travailleurs, une augmentation, d'un montant non défini, du salaire minimum garanti (ancêtre du Smic), une augmentation de 22 % des allocations familiales, et l'absence de sanction pour fait de grève.



1947, après le déraillement du train Paris-Tourcoing. © Ina, capture d'écran d'un film des actualités de 1947

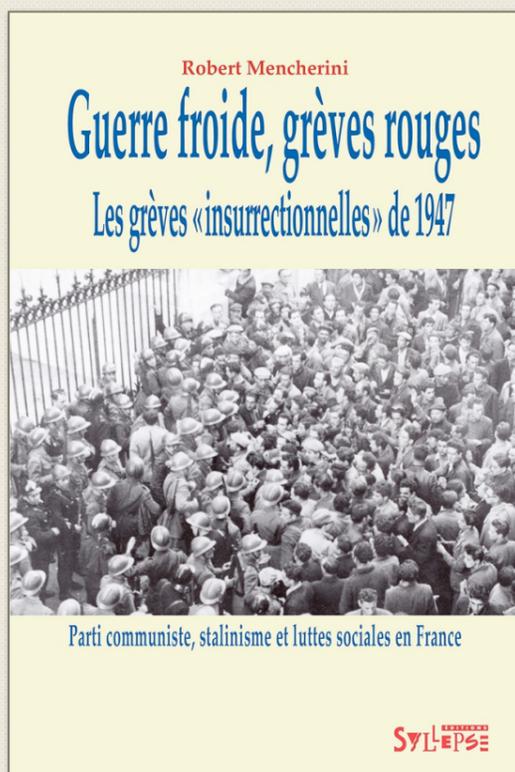
La répression étatique s'abat sur les grévistes. « Selon les chiffres du ministère de l'intérieur, 1 375 personnes arrêtées font l'objet de poursuites judiciaires dont plus du tiers dans le département de la Seine et 20 % dans les Bouches-du-Rhône », note Mencherini qui poursuit « pour avoir un bilan complet de la répression, il faut adjoindre aux condamnations judiciaires les licenciements et sanctions intervenus à la suite des grèves ». À la SNCF, on compte ainsi plus d'un millier d'agents sanctionnés dont 93 révoqués. À la poste, 30 à titre définitif et 57 à titre temporaire.

Le livre de Mencherini raconte, comme on vient de tenter de le résumer, les grèves de l'automne 1947. Surtout, il s'efforce d'en comprendre la genèse. Il y a en la matière une vulgate, née de l'époque : le PCF aurait tenté de prendre le pouvoir par la force par des grèves insurrectionnelles. Mais ce dernier adjectif, Mencherini ne l'utilise qu'entre guillemets dans le titre de son livre. Insurrectionnelles, les grèves le sont peut-être par la détermination des manifestants. Ce n'est pas tous les jours que des grévistes s'emparent d'automitrailleuses de l'armée et les font défiler avec eux, comme c'est le cas à Saint-Étienne le 29 novembre 1947. Mais elles ne le sont certainement pas au sens d'une intention insurrectionnelle fomentée et délibérée. En aucun cas, montre Mencherini, le PCF n'a essayé de prendre le pouvoir en France à l'automne 1947. Du reste, son secrétaire général, Maurice Thorez, est à Moscou, pour célébrer l'anniversaire de la Révolution de 1917, au moment où éclatent les grèves, ce qui est peu avisé pour un supposé meneur. Le 18 novembre, il y rencontre Staline. Le dirigeant soviétique condamne clairement, montre Mencherini, les grèves françaises, mais encourage la lutte contre le plan Marshall, par lequel les États-Unis proposent de financer la reconstruction de l'Europe. Quelques semaines plus tôt, les dirigeants du PCF ont essayé une volée de bois vert à la conférence de Szklarska Poreba (Pologne) fondant le Kominform, sorte de résurrection de la Troisième Internationale limitée aux partis communistes de l'est européen et à leurs homologues français et italiens. La ligne du PCF y a été vivement critiquée pour son manque de pugnacité, comme si le parti se considérait toujours, en dépit de son éviction du gouvernement, comme un parti de gouvernement.

La subtilité du livre de Mencherini tient dans son analyse de la manière dont les conclusions de la conférence fondatrice du Kominform ont pu être interprétées par les militants du PCF. Nombre d'entre eux, désireux d'en découdre avec un pouvoir incapable d'assurer trois ans après la Libération un ravitaillement digne de ce nom, y ont vu une incitation à l'action insurrectionnelle immédiate. Mais l'appareil du parti ne s'est lui-même jamais hasardé à encourager l'insurrection. Pour Mencherini, la violence des grèves de 1947 s'explique par une succession de « dérapages » tant par rapport aux consignes du comité de grève national animé par la CGT que par rapport à la ligne du PCF, qui ne sait pas à vrai dire ce qu'elle

est, tant le parti ne s'est pas encore remis de son éviction du gouvernement cinq mois plus tôt. « L'épisode de 1947 semble représentatif de ces moments de décalage qui interviennent entre la stratégie du Kremlin et les pratiques communistes en France. Ces périodes ont la caractéristique commune de combiner une forte volonté de changement ou un fort mécontentement ouvrier avec une redéfinition de la ligne soviétique », note Mencherini qui souligne l'ampleur des conséquences pour le PCF : « La stratégie du Front populaire, de la Résistance et de la Libération [stratégie d'alliance avec d'autres forces de gauche – ndlr] est balayée par ce séisme destructeur. »

Les grandes grèves de l'automne 1947 se trouvent ainsi au croisement de considérations nationales – les difficultés de ravitaillement autant que les conflits politiques au sein de cette « Troisième voie » qui entend gouverner à l'écart des gaullistes comme des communistes – et internationales – le début de la guerre froide. Mais elles sont surtout à l'origine d'un éclatement du paysage syndical français. En décembre 1947, le courant Force ouvrière, emmené par Léon Jouhaux, quitte la CGT pour former une nouvelle confédération syndicale. La Fédération de l'Éducation nationale (FEN) de la CGT décide à son tour, après les grèves de 1947, de devenir autonome. Une scission majoritaire de la FEN donnera naissance en 1993 à la Fédération syndicale unitaire (FSU). Les événements de l'automne 1947 sont ainsi à l'origine de la division actuelle – tout à fait atypique en Europe – du monde syndical français.



Robert Mencherini  
Guerre froide, grèves rouges. Les grèves « insurrectionnelles » de 1947.  
Syllepse, 2017. 368 pages. 25 €.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## II) Marine Le Pen évoque "une alliance" avec Wauquiez, les Patriotes se défoulent



GUILLAUME SOUVANT via Getty Images  
Marine Le Pen demande "une alliance" à Wauquiez, les Patriotes se défoulent

En tendant la main à Laurent Wauquiez, Marine Le Pen a fait le bonheur de ses nouveaux ennemis des Patriotes. La présidente du Front national a suggéré ce dimanche 19 novembre au probable prochain président des Républicains Laurent Wauquiez de "sortir de l'ambiguïté" et de lui "proposer une alliance politique".

Se réjouissant de voir que, selon elle, le FN a "imposé les thèmes qui sont les thèmes essentiels dans la réflexion que l'on a sur l'avenir du pays, même à Jean-Luc Mélenchon" sur l'Europe, Marine Le Pen a déclaré, lors du Grand Jury de RTL-Le Figaro-LCI: "Quand j'entends le discours de M. Wauquiez aujourd'hui je me dis après tout s'il est sincère, compte tenu des propos qu'il tient, il devrait aller jusqu'à proposer une alliance politique".



Marine Le Pen @MLP\_officiel  
« S'il est sincère, @laurentwauquiez devrait aller jusqu'à nous proposer une alliance. Qu'il sorte de l'ambiguïté ! » #LeGrandJury

Je lui demande de sortir de cette ambiguïté", a-t-elle ajouté.

"Quand on tient des propos comme il les tient, il faut qu'il aille au bout de cette logique ou alors il démontre que ces propos ne sont pas sincères" ou que ce sont "des propos électoraux qu'il envisage de ne pas mettre en oeuvre lorsqu'il sera élu à la tête des Républicains".

### Des points communs...qui font le bonheur des Patriotes

"M. Wauquiez ne peut pas dire sincèrement la même chose que nous, et parfois avec des mots plus crus que les nôtres, et en même temps expliquer que nous devrions être au banc de la vie politique française.

Il faut être cohérent, il faut être logique", a martelé la présidente du Front National, en difficulté au sein de son parti depuis sa défaite à l'élection présidentielle.

"Nous sommes en désaccord sur la politique économique", a-t-elle concédé, mais, évoquant les municipales de 2020, elle a estimé qu'"on peut parfaitement, dans certains cas, trouver des terrains d'entente" avec LR.

"Ce qui est illogique c'est de continuer avec des considérations morales injustes, à traiter le FN comme les dirigeants Républicains continuent à le traiter, alors que sur le terrain on voit qu'il y a toute une série de sujets, des intérêts et des préoccupations communes à notre électorat", a-t-elle conclu, soulignant notamment que sur les thématiques européennes, "je n'ai jamais changé, c'est M. Wauquiez qui a changé".



Marine Le Pen@MLP\_officiel  
« @laurentwauquiez était un centriste et un européiste. Aujourd'hui, il dit que nous avons raison sur l'immigration, le communautarisme, l'Europe. » #LeGrandJury

Mais ce rapprochement, aussi ténu soit-il, a servi de prétexte aux Patriotes de Florian Philippot pour critiquer une nouvelle fois la présidente du Front National. Sur Twitter, l'ancien numéro 2 du parti a notamment dénoncé la possible alliance avec "ces vieux partis qui ont ruiné la France", en référence au parti Les Républicains dont Laurent Wauquiez pourrait prendre la tête en décembre.



Florian Philippot@f\_philippot  
Nous devons tendre la main non pas aux vieux partis qui ont ruiné la France et sont évidemment insincères en campagne, au risque de devenir insincère soi même, mais à tous les Français qui aiment la France. Plus efficace plus sincère et moins politicien !



Florian Philippot@f\_philippot  
En réponse à @Sophie\_Montel  
En route vers l'UMPS. Le décor était planté depuis quelques mois mais je ne pensais pas que les choses iraient si vite...Une seule alternative patriote sincère, crédible et cohérente : @\_LesPatriotes 🇫🇷



Sophie Montel@Sophie\_Montel  
D'abord le FN renonce à la souveraineté nationale - désormais il prétend réformer l'UE de l'intérieur 😂 ! Maintenant Mme Le Pen fait les yeux de Chimène à Wauquiez après avoir longtemps jugé que l'union des droites était un fantasme ! Depuis le 03 mai ça dérive grave... <https://twitter.com/>



## III) Retraites: un retour à l'équilibre plus tôt que prévu?



Le Conseil d'orientation des retraites se montre dans son dernier rapport un peu plus optimiste sur le financement des retraites. PHILIPPE HUGUEN / AFP

Le Conseil d'orientation des retraites (COR) est légèrement plus optimiste sur le financement des retraites et envisage désormais un retour à l'équilibre en 2037 et non plus en 2040 dans le meilleur des scénarios, selon un rapport à paraître mercredi 22 novembre. Le conseil a actualisé les résultats de son rapport de juin dernier sur les projections à l'horizon 2070 du solde financier du système des retraites pour tenir compte des données économiques les plus récentes, peut-on lire dans le document auquel Reuters a eu accès.

Le COR se base sur quatre scénarios de croissance des revenus d'activité: 1%, 1,3%, 1,5% et 1,8%. "Le système de retraite reviendrait à l'équilibre en 2037 dans le scénario 1,8% puis dégagerait des excédents jusqu'à la fin de la période de projection", précise le conseil.

Dans le scénario 1,5%, "le besoin de financement augmenterait en début de période et l'équilibre serait atteint au milieu des années 2040". A l'inverse, "le système de retraite resterait durablement en besoin de financement en cas de croissance des revenus d'activité inférieure à 1,5% par an à long terme".

Le conseil explique que les dépenses de retraites en part du PIB sont légèrement moins élevées que dans les projections de juin 2017 en raison principalement "de la révision à la hausse du PIB à court terme". La part des ressources du système des retraites dans le PIB est, elle, légèrement plus élevée en raison de "la révision à la hausse de la part des salaires dans la valeur ajoutée" et d'une "évolution plus rapide de la masse salariale dans la fonction publique ».

"Conséquence des écarts d'évolution des dépenses et ressources, le solde financier du système de retraite en part du PIB est légèrement amélioré par rapport aux projections de juin 2017, surtout en début de période", ajoute le rapport. Le COR précise toutefois que "le système de retraite resterait en besoin de financement à cet horizon".

(Avec Reuters)

challenges.fr

## IV) Budget de la Sécurité sociale pour 2018 : ce qu'il faut retenir du débat au Sénat

**Le Sénat votera, mardi après-midi, l'ensemble du budget de la Sécurité sociale pour 2018. Les sénateurs ont notamment supprimé la hausse de la CSG pour les retraités. Retour sur les temps forts du débat.**

Par Alexandre Poussart

Durant un vote solennel mardi après-midi au Sénat, les sénateurs se prononceront sur l'ensemble du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2018.

### Pas de hausse de CSG pour les retraités

L'examen du texte par la Haute Assemblée, la semaine dernière, a été marqué par la suppression de la hausse de la CSG pour les retraités. La majorité du Sénat estime que cette hausse d'1,7 point est injuste pour les retraités qui ne percevront pas en contrepartie la baisse des cotisations des salariés du privé.

### Petite enfance : le Sénat rejette la baisse des primes

<http://dai.ly/x69j1q2>

Les sénateurs ont rejeté la baisse des montants et plafonds de la prime de naissance et de la prime d'accueil du jeune enfant, décidée par le gouvernement alors qu'il recentre sa politique familiale sur les familles les plus en difficulté. Pour la sénatrice PS Laurence Rossignol, ancienne ministre des Familles sous François Hollande, cette baisse, qui va toucher 150 000 familles, entraînera « une grosse perte de revenus dans ces familles », alors même que la branche famille de la Sécu est excédentaire.

### 11 vaccins obligatoires : les adjuvants aluminiques en question

<http://dai.ly/x69kdxw>

La Haute assemblée a adopté l'extension de 3 à 11 vaccins obligatoires pour les jeunes enfants, souhaitée par le gouvernement, malgré le doute émis par la sénatrice communiste Laurence Cohen, sur les conséquences pour la santé des adjuvants aluminiques contenus dans les vaccins. Cette question a fait l'objet d'un vif échange avec Agnès Buzyn, la ministre des Solidarités et de la Santé.

### Hausse du prix du tabac

<http://dai.ly/x69id6p>

La hausse du prix du paquet de cigarettes, pour atteindre 10 euros en 2020, a été votée par les sénateurs. La hausse a été atténuée pour les cigares et cigarillos. Après le porte-monnaie, le gouvernement souhaite s'attaquer au marketing de la cigarette. La ministre Agnès Buzyn a laissé entendre que les cigarettes pourraient disparaître des films français dans le cadre du futur plan de prévention contre le tabagisme.

### Fin du RSI malgré l'abstention de la droite sénatoriale

<http://dai.ly/x69dkhg>

Tous les candidats à la présidentielle voulaient le supprimer. L'article entraînant la suppression du régime social des indépendants a été adopté par les sénateurs. Le RSI sera rattaché au régime général mais les sénateurs ont pris des mesures pour encadrer ce rattachement et accompagner les travailleurs indépendants. Les sénateurs Les Républicains se sont abstenus dans le vote de cette suppression.

### Suppression du tiers payant généralisé

Le Sénat a validé la suppression du tiers-payant généralisé, mesure phare du quinquennat Hollande, mais que l'actuel gouvernement souhaite reporter. Avant le 31 mars 2018, le gouvernement devra remettre un rapport au Parlement sur le calendrier de déploiement du tiers payant intégral.

### Transformation du CICE en baisse de charges pérenne

<http://dai.ly/x69cg7t>

Autre mesure phare du quinquennat Hollande, le

le crédit d'impôt compétitivité emploi va être transformé en baisse de charges pérenne pour les entreprises même si de nombreux sénateurs ont souligné le faible bilan de cette mesure vis-à-vis de l'emploi

### Le Sénat supprime les taxes sur l'eau minérale et la farine

Ajoutée par les députés, la modulation de la taxe sur les boissons sucrées en fonction du taux de sucre a été adoptée par les sénateurs. Ces derniers ont supprimé les taxes sur l'eau minérale et sur la farine.

### Innover dans le système de santé

La mesure permettant à des expérimentations dans l'organisation du système de santé (parcours de soin, virage ambulatoire, décloisonnement ville hôpital) a été approuvée par la Haute assemblée. La télémédecine est aussi sortie du cadre de l'expérimentation pour entrer dans les pratiques médicales de droit commun.

Le projet de loi fera ensuite l'objet d'une commission mixte paritaire (CMP) chargée de trouver une version commune entre les deux chambres. En cas de désaccord, probable, l'Assemblée, qui devrait rétablir cette disposition, aura le dernier mot.



## V) Les créateurs de l'hologramme de Mélenchon refusent de travailler pour Marine Le Pen

valeursactuelles.com



Le 18 avril, Jean-Luc Mélenchon avait réalisé en même temps six meetings dans six villes différentes en installant sur scène un hologramme de lui-même. © LODI Franck/SIPA

**L'entreprise qui avait aidé Jean-Luc Mélenchon a créé un hologramme de lui-même pour multiplier les meetings pendant la campagne présidentielle explique ne pas vouloir travailler avec Marine Le Pen "pour une question d'image".**

C'était l'une des séquences marquantes - sur le plan de la communication - de la campagne présidentielle. Début février, Jean-Luc Mélenchon avait organisé un meeting dans deux villes en même temps, à Lyon et Aubervilliers, dans la banlieue parisienne. Cela grâce à un hologramme créé par la société Videlio, basée en banlieue parisienne, qui permettait au candidat de la France insoumise de donner l'impression qu'il était dans deux endroits à la fois.

Un coup médiatique que l'entreprise n'entend manifestement pas reproduire pour tout le monde. Dans un entretien au Parisien, Guillaume Durieux, directeur général de l'entreprise, explique avoir refusé des avances faites par le Front national "pour une question d'image". Non à l'extrême droite, oui à l'extrême gauche ? Pour Videlio, il s'agit d'abord de défendre son propre intérêt. "Ce n'est pas notre vocation de faire de la politique. Mais cela nous donne de la visibilité et accélère notre développement."

**VALEURS**

**A Suivre...  
La Presse en Revue**

**LAPRESSEENREVUE.EU**